

TOUS CANDIDATS PAR YVES DIMICOLI 13 MAI 2021

Fabien, interviewé le 11 mai par J-J. Bourdin, a déclaré : « je veux que les Français choisissent sur les idées » et non entre telle et telle combinaison politicienne. C'est un défi considérable. Il faut pour cela conjuguer luttres de résistance et exigence de nouvelles institutions, afin de surmonter le nouveau « mur des pouvoirs sur l'utilisation de l'argent ». C'est crucial. Cela demande un grand effort de notre candidat comme de tout le parti pour convaincre et rendre abordables nos propositions pour des Conférences régionales pour l'emploi, la formation et la transformation productive, pour des Fonds régionaux et national pour l'emploi et la formation en levier sur les banques et les entreprises, pour une nouvelle appropriation sociale et démocratique des grandes entreprises et de leur gestion, pour une maîtrise sociale et démocratique de l'immense pouvoir de création monétaire de la BCE aujourd'hui asservi aux marchés financiers.

Il n'est pas exagéré de qualifier de raz-de-marée les résultats de la consultation nationale des communistes qui vient d'avoir lieu. C'est une très grande victoire sur eux-mêmes face à l'adversité de la situation politique et aux intimidations dont ils ont fait, de toute part, l'objet. Maintenant tout, ou presque, reste à faire. A commencer par une campagne réussie, collective et à la hauteur des défis.

Nous sommes heureux d'avoir activement contribué à ce résultat avec « *En avant le Manifeste* » fut, par notre bataille pour le 38^{ème} congrès, pour nous nous sommes impliqués de façon déterminante, sans ménager leur peine ni craindre les coups à prendre, puis par nos interventions, très tôt, et des articles argumentés, pour soutenir la nécessité de décider d'une candidature du PCF en 2022.

Un mouvement de fond chez les communistes.

La participation au vote a été forte (68,85%), de même que le total des exprimés (98,58%). Avec 72,47% l'option 1 réalise plus de trois fois le score de l'option 2. Elle amplifie le vote de la Conférence Nationale.

Cette majorité est encore renforcée, pour le choix du candidat, Fabien Roussel, avec 82,32% des exprimés.

L'option 1, d'une candidature communiste, avec tout un contenu précis et ambitieux, est majoritaire dans 89 fédérations sur 95. Elle ne remporte un score inférieur à 50% que dans six fédérations sur 95 (l'Aisne, le Bas-Rhin, les Deux-Sèvres, la Lozère, l'Yonne et la Seine-Saint-Denis). Il faut noter qu'en Ile de France l'option 1 est majoritaire avec 58,84% des exprimés et 69,41% pour Fabien (par exemple dans les Hauts-de-Seine où l'équipe dirigeante a mené un combat agressif pour l'option 2, il y a eu 76,86% de votants et 98,48% d'exprimés avec, pour résultat : 58,56% pour l'option 1 et 72,78% pour Fabien Roussel).

1 – Les communistes expriment avec force qu'ils ne veulent plus de l'effacement à l'élection présidentielle dont ils ont fait l'expérience depuis 2012, après une candidature par défaut en 2007, et particulièrement après qu'eut été piétiné par le secrétaire national de l'époque le choix, par une conférence nationale souveraine, d'une candidature autonome du PCF en 2017...le tout au profit de Jean-Luc Mélenchon.

2 – Ils ont la conviction très majoritaire que le PCF, armé des idées de son dernier congrès, a une valeur ajoutée singulière, considérable et décisive à apporter au débat politique de réponses aux attentes immédiates, d'issue à la crise systémique du capitalisme et de construction d'une gauche nouvelle de combat, d'un rassemblement de gauche transformateur.

3 – Ils ont mesuré combien notre effacement a contribué à créer un vide d'idées alternatives dans la gauche. Aussi celle-ci s'est-elle affaiblie au point que nul candidat commun s'en revendiquant ne soit en mesure d'être présent au second tour en 2022. C'est sur cette béance

désespérante que l'extrême-droite a pu récupérer une partie de la colère et des frustrations laissées en déshérence, augmentant d'autant plus son poids relatif que nombre d'électeurs de gauche se sont réfugiés dans l'abstention.

4 – Ils ont refusé de céder au sentiment de panique que l'on a voulu leur inspirer avec la peur de l'extrême droite et du duo Macron-Le Pen. Pourtant les pressions n'ont pas manqué, jusqu'à la veille des votes décisifs (conférence et consultation) : celles venues de l'intérieur-même du parti, celles du chantage misérable de Mélenchon, celles aussi des sondages, de la télévision et des événements. Ils ont compris, comme le disait Roosevelt, face au trou noir de la crise de 1929 et à la montée du fascisme dans le monde, que « *la seule chose dont il faut avoir peur c'est d'avoir peur* », qu'un vote guidé par la peur de l'extrême-droite aurait accru l'effacement de leurs idées novatrices seules à même de faire sortir de l'abstention nombre d'électeurs de gauche écœurés.

5 – Ils ont décidé, à une majorité écrasante, que ce doit être celui-là même qui, contre les partisans de l'effacement, a été élu par le 38ème congrès secrétaire national qui doit en porter l'ambition, la cohérence, l'originalité des propositions et en faire la pédagogie politique en campagne.

En campagne tout de suite et tout le temps...

Dans l'Humanité du 10 mai, Robert Injey affirme que les communistes auraient voulu seulement exprimer un « *vote anti-Mélenchon* », alors que le sujet serait « *le risque d'un second mandat Macron et une vraie menace de l'extrême-droite* ». Bref, les communistes n'y auraient rien compris. Misère de la pensée renonciatrice...

Disons aux camarades qui ont voté pour l'option 2 sans aucune arrière-pensée de recomposition politique que l'heure est au rassemblement de tous les communistes dans leur diversité pour que leur vote majoritaire serve de puissant ressort à engager tout de suite la campagne conduite par Fabien. Celle-ci sera forte d'un gros potentiel d'avancées si chaque communiste se veut dépositaire de la responsabilité de faire grandir l'influence nationale du PCF et de ses idées novatrices et s'engage dans la campagne pour les porter. Pas question d'être seulement spectateurs d'une bataille que livrerait seul notre candidat. « *Tous candidats* », telle est la maxime qui devrait être notre d'ici à l'échéance de 2022.

De ce point de vue, les élections régionales, dont les conditions ont frustré, voire révolté tant de communistes dans plusieurs régions, ne sauraient être utilisées pour parasiter la campagne pour la présidentielle. Elles ne sauraient constituer une parenthèse dans laquelle nous suspendrions notre travail de conviction pour 2022. La fadeur, l'inconsistance de certains programmes pour les régionales doivent servir, au contraire, d'aiguillon pour que les communistes, pendant cet épisode, déploient de façon autonome et adaptée aux conditions locales un argumentaire de campagne présidentielle communiste.

...avec les idées du 38ème congrès

Fabien, interviewé le 11 mai par J-J. Bourdin, a déclaré : « *je veux que les Français choisissent sur les idées* » et non entre telle et telle combinaison politicienne.

C'est un défi considérable. Mais c'est le seul qui soit réaliste. Il nous faut mesurer la marche à franchir pour cela. Après l'immense sécheresse qu'a connue le champ des idées politiques avancées par la gauche, il est nécessaire d'irriguer abondamment celle-ci de propositions cohérentes, radicales et réalistes, rassembleuses. Il s'agit plus que jamais de rompre avec la tendance, qui a participé de nos échecs et a fortiori de ceux de la gauche au pouvoir, de se contenter d'énumérer des objectifs sociaux sans faire la pédagogie politique des pouvoirs que doivent conquérir salariés et citoyens pour que l'argent de l'Etat et des collectivités, celui des entreprises et des banques soit utilisé à ces fins. Car, il s'agit de commencer à rompre avec la logique du capital.

En outre, le chantier des objectifs sociaux doit être lui-même révolutionné, comme y invite notre dernier congrès. On ne peut se contenter de regarder dans le rétroviseur d'anciennes conquêtes largement mises en cause depuis, sans tenir compte des révolutions technologique, démographique, écologique et monétaire en cours. Il faut de nouvelles conquêtes pour consolider les anciennes et aller au-delà en prenant appui sur les potentiels de la révolution informationnelle.

C'est dire si la conjugaison des aspirations éthiques et émancipatrices avec les questions économiques est centrale. D'autant que la crise tape et va taper dur.

Aujourd'hui, les forces réactionnaires ont engagé une entreprise d'instrumentalisation de la peur, du besoin de sécurité des gens engendrés par leurs politiques, en mettant en avant, jusqu'à la nausée, les thématiques répressives, sécuritaires, identitaires.

Face à cela, les communistes peuvent prendre la tête d'une contre-offensive qui prendrait la sécurité sous son aspect social et émancipateur, tout en répondant aux besoins accrus de sécurité publique. Ceux-ci appellent des mesures nouvelles de prévention au-delà des mesures de répression, avec de nouveaux rapports entre police et citoyens, ce qui exige une refondation des missions de sécurité publique et un très gros effort de formation des personnels accompagnant les embauches nouvelles nécessaires.

Cette contre-offensive viserait à répondre aux attentes de protection et de promotion des gens, en faisant valoir des thématiques de liberté, d'émancipation, de coopération et de conquête de pouvoirs. Face au chômage et à l'insécurité sociale exacerbée, matrice de toutes les insécurités, les communistes peuvent avancer avec audace leurs propositions de sécurité d'emploi, de formation et du revenu, de défense et de promotion de tous les services publics, y compris pour l'écologie, de progrès de la démocratie par le ressourcement des élus aux luttes et à la créativité des populations dans les entreprises, les collectivités, le pays, jusqu'à l'Europe et au monde.

Il faut pour cela conjuguer luttes de résistance et exigence de nouvelles institutions, afin de surmonter le nouveau « mur des pouvoirs sur l'utilisation de l'argent ». C'est crucial. Cela demande un grand effort de notre candidat comme de tout le parti pour convaincre et rendre abordables nos propositions pour des Conférences régionales pour l'emploi, la formation et la transformation productive, pour des Fonds régionaux et national pour l'emploi et la formation en levier sur les banques et les entreprises, pour une nouvelle appropriation sociale et démocratique des grandes entreprises et de leur gestion, pour une maîtrise sociale et démocratique de l'immense pouvoir de création monétaire de la BCE aujourd'hui asservi aux marchés financiers.

Cela s'inscrirait dans la visée d'une toute nouvelle relance, par le soutien de la demande et les progrès d'efficacité de l'offre – impliquant notamment des nationalisations d'un nouveau type, à commencer par les banques – par de nouvelles et importantes dépenses pour développer toutes les capacités humaines et protéger le système du vivant, par le recul des coûts du capital et le partage des résultats des recherches. Cette relance serait pilotée par les besoins populaires. Via la sollicitation des services publics et leur expansion nécessaire, les besoins structureraient des filières entières de production, et de services liés, gage d'une nouvelle industrialisation, comme pour la santé où cela est devenu si primordial. Celle-ci loin de se contenter de « relocaliser » en détruisant des emplois dans les pays de délocalisation, organiserait des coopérations de co-développement à partir d'un nouvel essor de notre site national de production.

L'avenir est à construire, nous devons et nous pouvons y contribuer de façon décisive. Cela exige de ne pas le regarder avec les lunettes du passé et prendre appui lucidement sur le nouveau qui émerge de façon ambivalente, pour, sans attendre, bousculer le présent. Car, comme le disait Lénine, « *le temps n'attend pas* ».